

**Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales
de Kénitra**

Colloque international :

« L'employabilité et l'innovation dans les Universités du Maghreb »

Kénitra , les 20, 21 et 22 Novembre 2014

Projet de communication

« *Le savoir : marchandise ou bien commun ?* »

Proposé par :

***Ahmed zoubdi , Docteur - Chercheur au Centre d'études et de recherches Aziz
Belal (Rabat) et Economiste au ministère de l'économie et des finances .***

E-mail : ahmedzoubdi@gmail.com , Tél. 06 11 11 11 54

Ce qui nous intéresse, en premier lieu, dans ce papier en rapport avec le thème du colloque « L'employabilité et l'innovation dans les Universités du Maghreb », est la critique des recherches qui appréhendent le savoir en tant que marchandise via la notion de capital humain -, et non en tant que bien commun d'émancipation de l'homme. Autrement dit, les politiques néolibérales actuelles sont responsables de la marchandisation de ce bien collectif - le savoir - et qu'il est temps de permettre à la production de la connaissance d'échapper aux mécanismes du marché sous la tutelle des oligopoles internationaux avec l'assistance de la Banque mondiale qui a institutionnalisé sa marchandisation dans son rapport de 1999.

Nous estimons, en conséquence, que l'organisation sociale en place, en l'occurrence le capitalisme, a rempli sa fonction historique et donc que la culture capitaliste et le règne de la marchandise doivent être dépassées pour un monde émancipé via l'économie de la connaissance. En d'autres termes, le progrès social est inhérent au progrès de la connaissance humaine pour permettre aux individus, aux groupes et aux sociétés d'élargir et de maîtriser le champs d'appropriation des moyens leur permettant de dominer la nature et de contrecarrer les clans au pouvoir. C'est la condition sine qua pour assurer tout un chacun l'emploi qui colle à sa formation.

Qui plus est, la connaissance n'est pas un facteur indépendant du capital et du travail, comme l'entendent les théoriciens du mainstream, elle est le produit de ce dernier mais spoliée par le premier. De même, il est erroné de considérer le capitalisme cognitif, comme produit des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Au contraire, il est le résultat du développement de la connaissance qui est à l'origine de la circulation de l'information et que sans la première, la seconde demeure stérile.

Nous pensons, en définitive, que le progrès social permis par l'économie de la connaissance est une voie qui ouvre des perspectives pour la sortie du capitalisme dans sa phase sénile. Le progrès social ne peut donc être atteint tant que ce bien commun n'est pas au service de l'humanité, mais accaparé pour des objectifs de profits et de spéculation. Ce comportement est un obstacle au progrès de la recherche elle-même.

Il est temps donc de réhabiliter l'appropriation collective de ce bien , source de création automatique d'emplois .

Le deuxième registre que notre communication se propose d'exposer et qui est lié directement au sujet du Colloque - mais nous avons jugé fondamental de l'attaquer tout d'abord frontalement, c'est-à-dire à la source au travers d'une approche critique très radicale du mainstream, comme nous l'avions mentionné ci-dessus - porte sur deux points : 1) le canal de transmission du savoir des pays du Nord vers les Sud, lequel est soumis à un diktat qui impose une pensée unique (le néo-classicisme) et interdit de défricher la pensée critique ; 2) la forme des institutions susceptibles de contribuer au développement de la recherche que nous jugeons inaptes dans les pays du Sud notamment au Maroc pour mettre en place une politique en la matière favorable à la création d'emplois ; autrement dit , une politique de la recherche , dans un espace socio-économique qui n'est pas favorable à la mise en place de la démocratie, est vouée à l'échec .

La présente communication se propose d'examiner les axes suivants :

1- La marchandisation du savoir ;

2- Le savoir , un bien commun d'émancipation ;

3-Les conditions de transfert du savoir du Nord au Sud ;

4- La démocratie , comme condition de développement de la recherche .

Mots-clés :

Savoir – marchandisation - transfert du savoir – démocratie - développement de la recherche – appropriation du savoir - émancipation .